

Dans le cadre de la préparation du 47e Congrès CFDT à Tours, *Syndicalisme Hebdo*, l'hebdomadaire confédéral, a ouvert ses colonnes aux contributions . Le Syndicat Livre-Édition s'est inscrit dans le débat sur l'évolution du syndicalisme pour livrer cette analyse de la nécessité de sécuriser les parcours "militants".

La sécurisation des parcours « militants » :

un enjeu crucial pour l'avenir de la CFDT !

Développer une CFDT plus proche des salariés, objectif que nous partageons tous, suppose de construire une CFDT plus proche de ses militants. Car qui sont les militants ? Ce sont des salariés qui s'engagent au service de l'intérêt collectif...souvent au détriment de leur parcours professionnel, dans le secteur privé particulièrement. C'est pourquoi les militants ont pour beaucoup leur carrière professionnelle derrière eux et que les jeunes adhérents hésitent à franchir le pas. Dans les entreprises, l'un des grands freins à l'engagement est le frein à l'évolution professionnelle. Fait révélateur, la difficulté que l'on rencontre parfois à trouver des candidats aux élections professionnelles là où la CFDT ne manque pas d'adhérents. L'équilibre entre vie professionnelle et vie militante est donc un objectif essentiel, car un militant doit garder son ancrage professionnel pour garder sa crédibilité syndicale dans l'entreprise – et c'est vital pour gagner la bataille de la représentativité. Cela passe par une reconnaissance du fait syndical, de la compétence et de la mission des militants par les entreprises, mais aussi par des mesures d'aménagement de la charge de travail, des fonctions et des postes, permettant une continuité entre vie professionnelle et vie militante : voilà une des conditions du renouvellement des forces CFDT dans les entreprises.

De la même façon, un militant « détaché » au service de l'organisation doit pouvoir retourner à la vie professionnelle sans se retrouver prisonnier de son choix. Trop souvent, le détachement équivaut à un voyage sans retour qui finit par engendrer démotivation et frustration. La faute aux entreprises, certes, toujours contentes de se débarrasser des syndicalistes CFDT mais peu enclines à les reclasser après plusieurs années de détachement. La faute aussi à notre organisation, qui n'accompagne pas ou insuffisamment celles et ceux qui la servent. La négociation de détachements à temps partiel ou à durée déterminée accompagnés de solides garanties de retour, la mise en œuvre d'une véritable gestion des ressources militantes : voilà un chantier prioritaire, pour que nos permanents ne soient pas progressivement, par la force des choses, déconnectés du monde réel.

C'est aussi une condition du renouvellement des « responsables », qui ne se réduit pas aux seules questions de l'âge et de la féminisation. À quand une politique des responsables plus en phase avec la sociologie du monde du travail et, même, de notre implantation syndicale ? À quand des responsables issus du privé, issus des TPE et PME ? Nous devons également nous poser la question de la limitation de la durée des mandats dans nos organisations, qui va de pair avec une plus grande fluidité des passages entre vie professionnelle et vie militante. Vaste défi, nous le savons, qui conditionne le syndicalisme CFDT que nous voulons demain et exige que l'on mette en place, sans tarder, la sécurisation des parcours militants.